

part, ils doivent influencer la conjoncture internationale de façon à assurer une expansion des mouvements de capitaux.

## Le problème de l'endettement international

C'est en 1982 que l'acuité des problèmes d'endettement et leur effet sur le développement furent mis en évidence. La dette a fait l'objet de nombreuses interventions et discussions lors des récents Sommets économiques et, sans être le seul, ni même l'élément essentiel du sous-développement, elle est celui sur lequel la réalisation de progrès peut avoir un effet d'entraînement au titre des investissements et de la relance de la croissance économique.

À chaque type de dette ou catégorie de pays endettés correspondent différentes solutions pour réduire le fardeau de la dette.

### La dette d'APD

Dans la foulée des programmes de remise de dette établis dans les années 70 à l'intention des pays les plus pauvres, le Canada a annoncé au Sommet francophone de Québec, en 1987, son intention de consentir des remises de dette additionnelles aux pays francophones subsahariens, et, plus tard, la même année au Sommet du Commonwealth de Vancouver, de faire la même chose pour les pays subsahariens du Commonwealth. Tout récemment, le Canada a appliqué la même mesure aux pays des Antilles appartenant au Commonwealth. Suivant l'exemple du Canada, un certain nombre de pays donateurs, dont le Royaume-Uni, la RFA et la France, ont accepté d'effacer la dette que leur devaient de nombreux pays subsahariens au titre de l'aide publique au développement.

### La dette commerciale et la dette officielle

L'année 1985 a marqué un point tournant dans la stratégie de la dette. Le secrétaire au Trésor américain, M. James Baker, a invité les banques commerciales et les institutions financières internationales (IFI) à accorder de nouveaux prêts aux pays en développement, dans le cadre d'une démarche au cas par cas, en conjonction avec la mise en oeuvre par les pays débiteurs de réformes économiques.

Cette stratégie a été confirmée aux Sommets de Tokyo en 1986, et de Venise en 1987. Elle prévoyait que, moyennant la mise en oeuvre de réformes structurelles, le FMI et les banques de développement multilatérales continueraient à jouer un rôle essentiel dans le développement des pays endettés tandis que les gouvernements inciteraient les banques commerciales à adopter une politique de crédit plus active.

Le Sommet économique de Toronto en 1988 a entériné une proposition canadienne relative au rééchelonnement concessionnel des dettes des pays les plus pauvres qui demandent au Club de Paris de rééchelonner leur dette. En vertu de l'accord de Toronto, les pays créanciers peuvent choisir l'une de trois méthodes de rééchelonnement concessionnel : la remise partielle du principal de la dette, un rééchelonnement des remboursements sur une plus longue période, et des taux d'intérêt inférieurs au taux du marché. Les «conditions de Toronto», qui à l'origine ne profitaient qu'aux pays les moins développés de l'Afrique subsaharienne, ont été accordés à la Bolivie en mai 1990. Toutes ces mesures, toutefois, ne peuvent à elles seules régler de façon fondamentale le problème d'endettement des pays en développement.

### Le Plan Brady

En mars 1989, le secrétaire au Trésor américain, Nicholas Brady, a proposé un plan dans le cadre duquel la Banque mondiale et le FMI accepteraient de fournir des ressources aux pays débiteurs afin de faciliter les opérations de réduction de dette des banques commerciales.

En gros, le Plan Brady propose une méthode pour financer les opérations de réduction de la dette menées par des banques commerciales, en faisant appel aux IFI et à d'autres contributeurs comme le Japon. Les banques commerciales négocient avec le pays débiteur un ensemble d'options pouvant comprendre différentes combinaisons des éléments suivants : réduction de la dette, réduction du service de la dette et argent frais. Le pays débiteur peut avoir accès au financement des IFI en s'engageant à procéder à des ajustements structurels et à adopter d'autres politiques propres à rétablir sa viabilité économique. Les gouvernements des pays créditeurs sont également tenus de continuer à rééchelonner ou à restructurer leurs dettes officielles au Club de Paris. Un programme sur mesure est conçu pour chaque pays (conformément au principe du traitement au cas par cas).

Le Plan Brady a déjà donné des résultats positifs pour le Mexique, le Costa Rica, les Philippines, le Venezuela et le Maroc et pourrait profiter à d'autres pays à revenu moyen comme la Pologne. Au Mexique, le Plan Brady a eu un effet très positif sur la relance de l'économie.

Même si elles reconnaissent le besoin de solutions au problème de l'endettement, les banques commerciales se sont montrées peu enthousiastes à l'égard du Plan, et particulièrement réticentes à consentir de nouvelles formes de crédit bancaire à moyen et à long terme.